

Non au fatalisme de M. Dieudonné Essomba et «Debout pour le Cameroun»: démocratie constitutionnelle multipartite maintenant, restauration de la fédération maintenant

1. Les maudits du Cameroun sont des fatalistes. Incapables de relever les défis auxquels ils sont confrontés, les francophones parlent et parlent et démissionnent avec le soupir, «on va faire comment?». La plupart des anglophones s'enflamment de colère, certains avec les armes, scandant «indépendance totale maintenant!». La vérité est que ce sont toutes des positions fatalistes. Mais le fatalisme n'est pas la marque d'un peuple qui aspire à jouir de la plénitude de l'humanité. Être humain, c'est affronter les aléas de la vie avec une croyance passionnée en la possibilité, propulsée par cet incroyable moteur appelé espoir. Dans cet article, nous vous appelons à vous débarrasser de cet esprit fataliste et à embrasser une possibilité brillante pour un Cameroun fédéré gouverné comme une démocratie constitutionnelle multipartite compétitive.

2. Contre le fatalisme de M. Essomba comme indiqué dans son message sur 237actu.com:

2.1. Cet homme qui est dogmatiquement dur contre certains politiciens de l'opposition nous demande ce que nous ferons si Frank Biya se rend à Etoudi. Il répond moqueusement que nous ne pouvons rien faire. En tant que produit typique de France-Afrique, la constitution n'a aucune influence sur sa pensée. Il ne le mentionne pas une seule fois. Il ne pense pas que la loi des grands nombres puisse toujours l'emporter sur toute autocratie. Étant peut-être l'un des très rares francophones à comprendre la sécession, il sait que la solution sera une fédération. Si son fédéralisme est peut-être avant-gardiste dans l'Est du Cameroun, il ne parvient pas à impressionner les Camerounais de l'Ouest. Son échec réside dans son méconnaissance du fait que nous voulons renverser une violation constitutionnelle en 1972. Il ne suffit pas de voir que le fédéralisme est la solution pour le Cameroun en tant que France-Afrique telle qu'elle est. Il faut voir le fédéralisme à travers le prisme d'une démocratie constitutionnelle multipartite. Malheureusement, il est presque impossible pour les gens de France-Afrique, même s'ils sont les meilleurs juristes ou universitaires, il leur est impossible de saisir instinctivement le

constitutionnalisme. Nous ne voulons pas que M. Essomba vienne émettre des hypothèses sur la conception d'une nouvelle fédération ou commenter le fédéralisme communautaire plagié d'un certain politicien. M. Essomba est-il prêt à dire que nous vivons dans l'illégalité par rapport à la constitution fédérale de 1961, nous devons donc restaurer l'État fédéral du Cameroun occidental? Non.

2.2. La seule voie acceptable, selon les normes de l'Union africaine, la volonté du peuple et des organismes internationaux, pour que M. Frank Biya se rende à Etoudi est une élection sanctionnée par la Constitution au niveau national et une au niveau du congrès du RDPC - truquées ou transparentes. Il n'est pas un militaire et même l'armée doit prendre le pouvoir et revenir plus tard à un civil, un tel scénario est avantageux pour M. Ngoh Ngoh. Il serait opposé par le peuple et par M. Frank Biya. Mais il a Mme Biya et l'Israélien de son côté.

Mais si le chemin de M. Frank Biya vers Etoudi passe par les élections, il est honteux pour M. Essomba de dire de manière fataliste qu'il est déjà à Etoudi. Sur le commentaire de va faire?

2.3. Les principaux militants du RDPC pour la direction du parti et la candidature présidentielle sont les anglophones et les nordistes. Peut-être que le littoral centre-sud-est peut être plus fataliste que les autres régions. Le nord-ouest est fait du même ADN que le grand nord et le sud-ouest, aussi confus que cela puisse paraître parfois, partagent désormais cet esprit de liberté et de justice. Demandez-vous, vous allez faire quoi? La réponse est une réfutation politico-militaire de cette traversée de la démocratie constitutionnelle. Ne sous-estimez jamais ceux dont le credo est la liberté et la justice. Seule une démocratie constitutionnelle multipartite brisée peut amener M. Frank Biya au pouvoir et si cela se produit, alors une correction politico-militaire de la trajectoire de cette grande nation est une nécessité et un devoir moral. C'est la seule voie pour éviter la séparation de l'ouest du Cameroun.

2.4. Nous devons de temps en temps regarder par la fenêtre alors que nous nous asseyons servilement dans nos maudits donjons France-Afrique. Si nous nous tournons vers le Ghana, nous verrons comment le Parti patriotique national et le Congrès national démocratique sélectionnent les candidats à la présidentielle lors de primaires nationales. En France-Afrique, dépourvues de sensibilités morales, des marionnettes irrémédiablement corrompues fabriquent des motions de soutien à l'aide de fonds publics et nous imposent ensuite une dynastie. La France doit le faire parce que le monarchisme (fabrication ou continuation) est tout ce qu'elle sait. Il est important pour eux de réussir au Cameroun car un échec ici ébranlerait leur plan en Guinée équatoriale. Personne n'encourage plus chaleureusement M. Frank Biya que le fils du président de la plantation d'esclaves française plus au sud. Mais si le mérite et la promesse doivent être le baromètre de la direction du parti RDPC, la tolérance monarchique de quelques élites maudites glutones ne peut pas propulser M. Frank Biya à la direction du parti. Pour nous, anglophones, nous ne pouvons imaginer un retour à une fédération guidée par un Biya, un Ahidjo, ou l'ennemi juré de la réunification, un Mbida. À titre indicatif, demandez pourquoi un

Muna n'est pas un slogan de campagne politique dans l'ouest du Cameroun. Le lot glouton appelé élite, ils peuvent se convertir aux frankistes, mais notre goût pour la liberté et la justice au sein d'une démocratie constitutionnelle multipartite ne peut tolérer cela.

A vous compatriotes, rejetez le fatalisme de M. Essomba.

3. Contre le fatalisme de "Stand Up for Cameroon (SUFC)":

La loi des grands nombres et la constitutionnalité nous sauveront. Mais le SUFC est le gaspillage d'énergie de mobilisation le plus confus et le plus dangereux. Leur vision est le fatalisme. Il devrait être rejeté. Que préconisent-ils? Gouvernement de transition. Par quels moyens? suspension populaire de la constitution et excursion dans l'état de nature.

3.1. Ils rejettent toute élection utilisant le code actuel.

3.2. Ils voient à juste titre que le projet actuel de certains partis de proposer des modifications clés du code électoral est infructueux.

3.3. Ils appellent à des actions populaires pour déloger le président actuel. Oui, il devrait démissionner. Mais ensuite, ils disent que nous devrions nous asseoir à une table carrée et mettre en place un gouvernement de transition qui résoudra les conflits politiques, rédigera une nouvelle constitution et un nouveau code électoral, et le fera pendant que les militaires surveillent et prennent les ordres d'un gouvernement non élu. Impressionnante naïveté.

Mais supposons que les manifestations populaires puissent provoquer la démission de M. Biya, rejeter l'utilisation de la constitution pour assurer la continuité de l'État, et insister sur la création d'un gouvernement de transition, nous ferions un cadeau extraordinaire à France-Afrique pour imposer un gouvernement de transition militaire dont l'appétit pour les réformes serait quasi inexistant. Nous pouvons nous trouver dans la curieuse position où certains diraient un mot positif à propos de ce dictateur hibernant du laissez-faire qui ne fait surface que pour surcharger l'avenir de dettes et d'autres vices.

SUFC est confus; s'ils veulent aider, ils doivent contribuer au renforcement de l'opposition en proposant des réformes et en soutenant un président réformateur basé sur la promesse de mener des réformes. Le programme présidentiel du président élu doit être un engagement en faveur de réformes consensuelles, et non un plan d'exécution à la mode biyaïste.

4. La voie à suivre.

Par le passé, nous avons proposé une feuille de route que nous répétons ici:

4.1. Mobilisation de l'appui interne et externe à la démission de M. Biya.

4.2. M. Biya démissionne volontairement ou contraint par des manifestations populaires et d'autres moyens de pression.

4.3. Gouvernement intérimaire conformément à la constitution (article 6.4) et élection du prochain président dans les 4 mois.

4.4. Nouvelles élections législatives pour les pouvoirs de réforme légitimes (avec le soutien de l'article 8.12).

4.5. Réforme du code électoral et réforme de la constitution vers un système de gouvernement fédéral, en consultation avec les principales revendications du Cameroun occidental.

4.6. Commission vérité, justice et réconciliation pour le Cameroun occidental suivie d'élections nationales et locales

Comme l'indique 4.2, la démission de M. Biya peut venir de son plein gré car il est physiquement inapte au poste et peut être sous la pression de son véritable maître. Mais la pression ciblée des Camerounais peut également aboutir à la même chose. Plus nous

attendons, plus le Cameroun occidental s'éloigne du Cameroun uni, et plus le Cameroun s'enfonce dans des dettes alarmantes sans résultats à montrer. L'opposition devra participer ou quitter le terrain à l'opposition fabriquée. Mais si une vacance est induite avant 2025 par démission, décès ou incapacité, il serait stupide que l'opposition joue le jeu fataliste de M. Essomba et du SUFC. Nous devons nous battre. Seule une démocratie constitutionnelle multipartite compétitive peut nous sauver.

Si un candidat de l'opposition l'emporte, il serait disposé à réformer le code électoral et le parlement du RDPC verrait l'avantage de le faire, car il le protège en tant qu'opposition. La révision du code électoral peut être faite avant 4.4 si elle bénéficie du soutien parlementaire du RDPC. Mais si l'élection présidentielle est plus proche de 2025, la dissolution du parti peut être résistée. Dans tous les cas, un nouveau parlement est nécessaire avec de vrais représentants du Cameroun occidental pour les réformes constitutionnelles en 4.5.

La réconciliation et la correction des effets de la marginalisation sont nécessaires avant les élections nationales et locales pour achever le processus de réforme.

5. Comment un président peut-il être vraiment choisi par le peuple en utilisant le code électoral et la constitution actuels?

5.1. Obtenez 12 millions d'électeurs inscrits et obtenez un taux de participation supérieur à 75%. De nombreuses ONG sont nécessaires pour l'inscription des électeurs et l'éducation.

5.2. Encouragez de nombreux médias à mener des sondages d'opinion largement et régulièrement. Nous connaissons les forces relatives des candidats dans chaque région avant le jour du scrutin.

5.3. Déploiement massif d'observateurs de scrutin formés et rémunérés qui devraient enregistrer les résultats bruts de tous les bureaux de vote. Nous connaissons des candidats solides dans les sondages et des gagnants à partir de la somme calculée des résultats de vote bruts.

5.4. Minimiser les pratiques frauduleuses d'ELECAM en licenciant les dirigeants actuels, l'actuel

ministre de l'Administration territoriale devrait démissionner. Exigez le licenciement de tous les administrateurs et agents des forces de l'ordre qui harcèlent les observateurs du scrutin. Ce sont des traîtres qui devraient non seulement être licenciés mais inculpés.

5.5. Des protestations jusqu'au recomptage ou à l'annulation des résultats si ELECAM et le Conseil constitutionnel annulent la victoire du vrai vainqueur comme ils l'ont fait à Fru Ndi en 1992.

Rejetons le fatalisme de ceux qui disent, on va faire comment? Sur va faire comme ca! On va liberer le pays. C'est possible. La possibilité doit susciter la passion et l'espoir de réussir doit nous guider pour construire l'opposition, en nous concentrant non seulement sur les gens mais en construisant notre propre liste de souhaits. Si le président élu refuse de réformer le Cameroun, on répète 4.1 à 4.6 avec un autre nom présidentiel. Mais si par certains moyens, ce président est M. Frank Biya, le nord et l'ouest du Cameroun ne doivent pas tolérer cette insulte à l'idée d'une démocratie constitutionnelle multipartite compétitive. Un correctif politico-militaire est de mise et une alliance du nord-ouest camerounais garantit le succès.

Que M. Biya démissionne ou non, il y aura une élection présidentielle en 2025 et éventuellement avec le code électoral actuel.

English Cameroon for a united Cameroon

May 4, 2021
